



Fédération des Yvelines
20/08/2010

Communiqué de presse

« *Contre l'expulsion des Roms et pour un plan de sédentarisation!* »

Depuis le mois de juillet, sur la plaine de Triel-Chanteloup, des familles entières de Roms vivent dans la peur et la crainte d'être séparées: emprisonnés pour certains, expulsés pour les autres.

Ce matin, à 7h du matin, 18 cars de CRS et des meutes de policiers ont envahis le camp contrôlant une fois de plus les identités et proposant un retour volontaire. Puisqu'aucune famille n'a accepté le marché de dupe de l'État, certaines d'entre elles se sont donc vu remettre une obligation de quitter le territoire français dans un délais de un mois.

En effet, sous le règne de Nicolas Sarkozy, il ne fait pas bon d'être étranger et pauvre. Le gouvernement s'engage de plus en plus dans une politique sécuritaire brutale et xénophobe, désignant les Roms, ou les gens du voyage et les immigrés comme boucs émissaires. Par conséquent, certains ministres n'hésitent pas à proférer des propos démagogiques, racistes ou diffamatoires stigmatisant une partie de la population, tel le ministre de l'intérieur condamné en pénal pour ses propos racistes.

Les Roms de Triel sont victimes eux aussi de cette fuite en avant populiste qui tend à faire oublier les affaires politico-financières et les réformes de plus en plus contestées par la population (retraites) et jusque dans son propre camp (réforme territoriale). Au delà de la stratégie électoraliste démontrant que l'UMP ne veut pas seulement récupérer les voix de l'extrême-droite en s'appliquant à mener la politique du Front National, c'est bien dans une logique ultra-libérale du chacun pour soi et opposant les uns aux autres.

Le PCF regrette les propos d'Eddie Aït, maire de Carrières sous Poissy, et lui demande de revenir sur les termes de sa lettre ouverte qu'il a adressée à Nicolas Sarkozy qui ne sont pas conformes aux valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité, auxquelles nous sommes attachés.

Les familles Roms sont des hommes, des femmes et des enfants qui ont besoin de vivre en paix, comme toutes les personnes vivant sur le territoire.

Ainsi, la Fédération des Yvelines du Parti Communiste Français demande la suspension de toute menace d'expulsion et le règlement dans les plus brefs délais des problèmes rencontrés par cette population fragilisée.

Le PCF soutient le collectif qui apporte assistance aux roms, et exige des autorités publiques avec celui-ci l'attribution d'un terrain viabilisé à la vingtaine de familles concernées, ainsi que la scolarisation dans les meilleures conditions possibles des enfants, la régularisation des adultes, et l'accès aux prestations sociales.

Le PCF propose qu'un « plan de sédentarisation à l'échelle européenne » soit discuté en urgence, car seul l'accès de la population Rom à l'autonomie, à l'éducation, aux services publics, au travail est capable de changer réellement la donne.

Contre les dérives xénophobes, racistes et sécuritaires du gouvernement, nous appelons les républicains, les forces sociales et politiques de toute la gauche à se rassembler et à participer à la manifestation du 4 septembre à Paris « Stop à la politique du pilori ».